

## **Introduction**

Gérard BÉAUR et Joseph GOY  
(avec le concours de Christian DESSUREAULT)

Depuis quelques années, la famille figure comme le centre névralgique des études engagées dans le domaine économique et social. Elle constitue, désormais, un lieu privilégié d'observation des pratiques sociales et des processus économiques, aussi bien que le moyen de décryptage des stratégies individuelles et collectives. Il s'agit en quelque sorte d'un revirement et il est non seulement récent mais spectaculaire. D'institution réfractaire à l'individualisme et au progrès, la famille est devenue un acteur majeur de l'évolution des sociétés. Contre les conceptions chayanoviennes empreintes d'un déterminisme cyclique qui mettent en avant la stabilité, l'inertie des structures engendrées par une relation au marché ténue et marginale, des études de plus en plus nombreuses ont pu pointer les logiques et les dynamiques des groupes familiaux confrontés aux défis de la conjoncture et aux contraintes des cycles de vie.

Dans ce faisceau de recherches initiées depuis une vingtaine d'années figure en bonne place l'analyse des rapports que les familles, et avec elles les sociétés paysannes dans lesquelles elles sont immergées, entretiennent avec la terre, tels qu'ils peuvent être perçus à travers une étape décisive que franchissent tous les ménages paysans : celui de la transmission de leur patrimoine et de leur exploitation. On se doute bien que ce passage critique s'effectue à des cadences et selon des modalités différentes dans les différentes sociétés et à l'intérieur même de ces sociétés. Les familles n'arbitrent pas de manière identique en fonction des situations contextuelles dans lesquelles elles s'insèrent et la perspective comparatiste détient ici comme ailleurs un haut degré de pertinence pour relativiser et comprendre les phénomènes singuliers ainsi mis en évidence.

En ce sens, la coopération franco-helvético-québécoise, mise en place il y a maintenant plus de vingt ans, recèle de fortes potentialités. Ne s'agit-il pas de confronter des sociétés à la fois proches ou familières et différentes ou lointaines? Ce recueil d'articles issu d'une rencontre qui eut lieu à Paris il y a deux ans entre des chercheurs des trois pays illustre les ressources d'une telle mise en perspective. Il s'agissait du deuxième temps d'un projet international de coopération scientifique (PICS) consacré à « Familles, rapports à la terre et aux marchés, transformations économiques », financé par le CNRS et le Ministère des Affaires Étrangères, en collaboration avec nos partenaires universitaires suisses et canadiens. Il succédait à un premier colloque tenu à Montréal un an auparavant, orienté vers les comportements familiaux et le marché<sup>1</sup> et qui précédait d'un an la troisième rencontre qui s'est tenue à Genève plus récemment et qui était plutôt orientée vers le rôle des migrations dans les stratégies familiales.

Le présent recueil s'efforce d'apporter des éléments de réflexion, voire de débats autour de trois questions fondamentales :

a) quels types de rapports les familles entretiennent-elles avec les marchés qu'elles fréquentent, avec les formes de propriété qu'elles connaissent et les modèles de transmission qu'elles adoptent?

b) dans quelle mesure et selon quelles modalités, les familles fabriquent-elles les préalables nécessaires au progrès économique et à l'instauration d'un système capitaliste?

c) dans quelle mesure et selon quelles modalités, l'évolution économique et l'intrusion du marché façonnent-elles le destin des familles et infléchissent-elles leurs stratégies?

Dans le faisceau de recherches initiées par le groupe, figurait, en bonne place, l'analyse des rapports que les familles entretiennent avec la terre et qui étaient pour l'essentiel conçus comme ceux qui découlent du processus de transmission. La rencontre a permis de revenir sur ce point, mais elle a ouvert d'autres pistes jusqu'alors restées au second plan. D'autres chaînes de causalité méritent également, en effet, d'être prises en considération. On en distinguera au moins deux. D'une part, les liens qui existent avec les systèmes ou les évolutions économiques, d'autre part les rapports avec les différents marchés.

## **Familles et dévolution du patrimoine**

À plusieurs reprises, la question successorale a refait irruption dans les textes de ce recueil. La première chose qui frappe, c'est le retour, disons inattendu, d'un type d'approche « macro », largement en déshérence, abandonné depuis quelque temps au profit des études de cas mais dont on n'a

---

1. Christian DESSUREAULT, John A. DICKINSON, Joseph GOY (dir.), *Famille et marché XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Sillery, Septentrion, 2003, 383 p.

nullement épuisé, semble-t-il, les virtualités. Nadine Vivier, Bernard Derouet et Gérard Béaur ont tenté de dessiner une géographie des modes de transmission du patrimoine qui puisse venir en appui des monographies existantes. L'enquête de 1810 et celle de 1866 ont été mobilisées pour spatialiser et essayer de comprendre des décalages régionaux. Bien qu'effectuée de manière totalement différente (la première par le traitement statistique des données de l'Enregistrement, la seconde par une série de questionnaires et de consultations des élites locales) et à un demi-siècle de distance, elles ont apporté des éléments de réflexion capitaux. Il en est résulté un « zoning » problématique, soumis lui-même à une épreuve critique :

- en raison de l'ambiguïté des contrats que l'on retrouve développé par Jean-Paul Desaiwe lorsqu'il envisage l'évolution spectaculaire d'un contrat pourtant aussi limpide en apparence que l'émancipation des filles aux XVII<sup>e</sup> puis au XVIII<sup>e</sup> siècles ;
- en raison des discordances rencontrées avec les cartes dont on disposait depuis longtemps, à commencer par celle de de Brandt ;
- en raison des déformations ou des simplifications qui se manifestent dans le discours des notables chargés de réaliser la synthèse de l'enquête de 1866, comme permet de le vérifier le cas breton.

D'autres textes ont apporté un éclairage sur les pratiques successorales et les Pyrénées ont servi de laboratoire en permettant de définir des types de comportements originaux. Marie-Pierre Arrizabalaga a présenté le système de dévolution en Pays Basque qui repose sur une priorité : la préservation à tout prix de l'unité d'exploitation, quitte à phagocyter le marché foncier. En pays basque, les stratégies familiales visant à éviter le partage de la terre qu'impose théoriquement le Code civil, sont nombreuses et variées. Les familles ont ainsi employé certaines tactiques, plus ou moins à la marge de la légalité, pour préserver le patrimoine familial des aléas d'un démembrement successoral et d'un remembrement subséquent par le biais de multiples transactions foncières. Il s'agit bien d'un système de transmission intégrale classique, faiblement remis en cause par le Code civil, comme l'avait déjà montré il y a quelque temps Joseph Goy. Les familles déploient toute une stratégie de résistance, en particulier par l'usage systématique du préciput au profit d'un héritier préférentiel. Parallèlement, prolifèrent ventes et donations, non pour démembrer l'exploitation mais pour la recentrer. Pourtant, surgissent des changements inopinés : le renforcement des droits du conjoint survivant et l'abandon du droit d'aînesse systématique.

À travers le cas exemplaire d'Esparros, Antoinette Fauve-Chamoux a montré le rôle fondamental des femmes dans les procédures d'héritage, au moins comme relais en attendant que l'héritier désigné soit opérationnel. Elle a mis en évidence un nouveau marché, qu'elle appelle celui de la « responsabilité ». Ce marché commande le choix du successeur et détermine dans quel ordre le patrimoine se trouve affecté entre les fils, les gendres et les filles, au fil des circonstances.

De son côté, Rolande Bonnain a permis de prendre la mesure de la force des enjeux autour de la propriété. Dans la plaine de l'Adour, aussi bien que dans l'ensemble de la région pyrénéenne, la perspective d'une vente forcée était vécue comme lourde de conséquences sur le statut des personnes. Ce qui explique le geste d'une mère de famille qui va, semble-t-il, jusqu'au crime. Le fait divers, forcément limite, est ici un révélateur de la gravité des relations qu'elle engendre à l'intérieur de la maisonnée, de l'urgence que revêt le processus de dévolution de la terre dans les sociétés rurales.

À propos de l'Auxerrois, Jean-Paul Desaive a bien montré que l'émanicipation des enfants mineurs est étroitement liée à l'importance que la parentèle accorde au patrimoine : du contrôle strict à l'autonomie des enfants grâce à l'apprentissage, à l'entrée dans les ordres ou au mariage, tous les cas peuvent exister.

Enfin, en analysant l'enquête de 1810 sur les contrats et les successions, Gérard Béaur a effectué un test pour douze départements largement utilisés par les historiens des sociétés rurales. La surprise a été de constater que confrontées à la même volonté de « faire un aîné », les familles arbitraient différemment selon les lieux, avec plus ou moins de conviction et en usant de contrats différents. Encore est-il juste de signaler que les écarts entre les comportements sont considérables même à courte distance, d'un arrondissement à l'autre, sans que l'on puisse proposer pour autant d'explication convaincante. L'auteur en a tiré la conviction qu'il faut se pencher davantage sur les logiques qui guident les chefs d'exploitation et leurs familles, et cela au niveau « macro ». À l'issue de cette réflexion, il propose que l'on étudie à la plus grande échelle possible les continuités, les césures spatiales qui compartimentent les attitudes familiales.

## **Familles et marchés**

Le rôle des familles sur les différents marchés : le marché des biens de consommation, le marché foncier, le marché du travail et le crédit et l'influence de ces derniers sur les comportements ont été fortement mis en valeur. Les travaux ont offert une vision nuancée de l'insertion du monde rural préindustriel dans l'économie de marché soulignant tantôt ces avancées, tantôt ces limites devant la persistance d'une dimension plus communautaire de la vie rurale. Le marché, sous ces multiples facettes, s'avère un puissant facteur de changement du monde rural et, en contrepartie, il devient souvent l'instrument d'une dépendance accrue des familles paysannes.

La manifestation la plus visible et la plus quotidienne de l'insertion au marché des familles paysannes, c'est la vente de surplus agricoles contre l'achat de nouveaux biens de consommation produits à l'extérieur de leur exploitation. Même dans des campagnes longtemps perçues comme proches de l'autosubsistance, la variété des produits est quelquefois considérable et

comme le souligne Béatrice Craig dans sa communication sur les magasins généraux au Canada, les biens achetés par les paysans vont du nécessaire jusqu'au « populux ». Au Canada, les magasins généraux constituent le lieu privilégié du contact avec l'économie de marché. Grâce à leur présence, les familles n'avaient pas seulement accès à des produits de fabrication domestique ou locale, mais elles pouvaient aussi acquérir des biens qui rompaient avec la monotonie du quotidien. Ainsi, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les familles de la région périphérique du Madawaska, au Nouveau-Brunswick, adoptaient avec un certain décalage les mêmes habitudes de consommation, ou presque, que celles de la seigneurie d'Argenteuil, à proximité de la ville de Montréal. La discussion entre les chercheurs a néanmoins rappelé que le magasin général ne servait pas seulement à stimuler les échanges économiques, mais qu'il représentait aussi un lieu de sociabilité et, envisagé sous cet angle, il pourrait faire l'objet d'autres recherches moins directement liées à la problématique du marché.

L'achat et la vente de terres sont des activités moins banales quoique l'abondance des divers actes de mutations foncières retracées dans les minutes notariales puisse quelquefois donner le vertige aux chercheurs désireux de mieux comprendre le fonctionnement et les modalités du marché foncier à l'époque préindustrielle. Cependant, certains n'ont pas eu peur d'affronter cette masse documentaire. L'équipe de Gilles Paquet et de Jean-Pierre Wallot, à laquelle collabore étroitement Jean Lafleur, a entrepris une recherche de longue haleine sur l'évolution du marché foncier dans la région de Montréal de 1792 à 1835. Lors de ce colloque, les auteurs ont insisté plus spécifiquement sur les fortes variations du prix de la terre dans le temps et dans l'espace à l'intérieur d'une micro-région s'étendant du fleuve Saint-Laurent jusqu'aux confins des terres concédées. L'ancienneté du peuplement, la proximité des voies de communication et la qualité des sols sont, selon eux, autant d'éléments qui influent fortement sur le prix de la terre et, plus largement, sur le fonctionnement du marché foncier. Cependant, dans une analyse plus fine à l'échelle locale, Jean Lafleur rappelle à juste titre qu'il peut être très utile d'examiner l'évolution du marché foncier dans le cadre plus général de la reproduction sociale.

Pour les paysans, les interventions sur le marché foncier sont étroitement liées à la dynamique du crédit et de l'endettement. Tantôt, les familles empruntent pour acquérir de la terre ; tantôt, la terre leur sert de garantie pour des emprunts. L'endettement peut devenir la source d'une forme spécifique du marché foncier : les ventes forcées et les ventes aux enchères. Malgré les contraintes imposées aux vendeurs, ce type de transactions foncières demeure soumis aux variations des conjonctures et aux rapports de force entre les acteurs sociaux. Dans une étude portant sur le Tessin, Luigi Lorenzetti explore les modalités différentielles de cette forme spécifique de marché selon les conjonctures. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, dans un contexte de demande foncière beaucoup plus forte que l'offre, la soif de terres favo-

rise l'emploi de stratégies spéculatives où le crédit sert d'outil à la bourgeoisie pour l'accaparement de terres. Plus tard, dans un contexte d'inversion de la demande foncière, la vente forcée et la saisie d'un bien foncier deviennent à l'opposé une solution de repli, voire un pis-aller, pour des créanciers portant de moins en moins d'intérêt à la propriété rurale.

Dans certaines régions, certaines terres échappent en partie à l'emprise du marché tout en demeurant l'objet d'enjeux économiques et l'enjeu de rapports sociaux. Jacques Rémy s'est ainsi penché sur les fondements et sur la persistance jusqu'à nos jours de pratiques communautaires dans une commune alpine. Le partage des fruits de la terre s'y effectue par l'octroi de droits de jouissance sur des « bichets d'herbe » d'un espace commun. La dimension du marché n'est pas totalement absente dans cet espace car on peut échanger ou vendre ses bichets, mais sous certaines réserves, et à l'intérieur de la communauté locale.

La soif de la terre peut commander la migration des ruraux sur de longues distances et animer fortement le marché foncier dans la région de destination. L'arrivée de migrants entraîne alors la hausse du prix de la terre, l'accélération des transformations agricoles et l'implantation de nouvelles industries. Anne-Lise Head-König montre bien comment les cultivateurs et les fromagers bernois émigrés en Thurgovie sont les acteurs dynamiques du marché et du changement économique au XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, elle rappelle que ces immigrants bernois visent d'abord à perpétuer, dans ces nouveaux espaces, leur mode traditionnel de reproduction sociale et qu'ils demeuraient fortement attachés aux anciennes solidarités familiales.

Le marché du travail est un champ de recherche encore plus négligé par les historiens que le marché foncier. Ce colloque est une heureuse exception. Sylvie Dépatie a tenté une première évaluation de la main-d'œuvre domestique dans les exploitations agricoles de la plaine de Montréal. Elle voulait ainsi vérifier si le recours à cette main-d'œuvre répondait d'abord des besoins économiques ou des impératifs démographiques durant le cycle de vie des familles. Ni tout à fait l'un, ni tout à fait l'autre, mais la rationalité du marché se profile déjà, au moins partiellement, dans des résultats que l'auteur ne demande qu'à étoffer davantage.

Une autre dimension du marché du travail a donné lieu à un aller-retour sous la houlette de Thomas Wien de la vallée du Saint-Laurent jusqu'aux postes de traite des Grands Lacs. La participation des paysans à des activités secondaires, que ce soit sous l'angle de la pluriactivité ou de la proto-industrie, a souvent conduit à des analyses qui privilégiaient tantôt la seule logique et les seules contraintes du capital, tantôt la seule logique ou les seules contraintes du monde rural, pour déterminer les modalités du recrutement de la main-d'œuvre à des activités saisonnières récurrentes. Dans le cas de la traite des fourrures, ces deux logiques se complètent et s'interpénètrent pour définir le calendrier, les gages et le bassin de recrutement des voyageurs de l'Ouest. Le marché du travail est aussi une relation sociale et

malgré les rapports de force inégaux entre les acteurs, la rationalité de l'un et de l'autre, de l'employeur et de l'employé, doit être prise en compte d'autant plus si le travailleur est aussi un paysan propriétaire, mi-indépendant et mi-autonome.

## **Familles et flux économiques**

Les rapports entre systèmes familiaux et dynamiques économiques transparaissent de manière récurrente dans la plupart des textes de ce recueil.

Dans l'étude de Bernard Derouet, les références au marché de la terre et au marché du travail servent à alimenter une réflexion plus globale sur les modalités de transmission des terres et sur le fonctionnement des systèmes sociaux. Mus par des impulsions multiples, les systèmes évoluent. La Vallée de la Garonne, vidée de ses habitants, glisse ainsi progressivement au XIX<sup>e</sup> siècle vers un mode de transmission inégalitaire. Cependant, dans les sociétés rurales préindustrielles, la rationalité sociale prend quelquefois le pas sur le calcul strictement économique. L'appropriation paysanne du sol se poursuit dans la France de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle malgré un contexte économiquement peu favorable pour les producteurs. La baisse relative des prix agricoles, l'accroissement des coûts de main-d'œuvre, et le maintien d'une faible productivité de la terre diminuent la rentabilité strictement économique de l'investissement agricole favorisant le recul de la grande exploitation et le retrait des notables, alors même que le prix de la terre demeure élevé sous la pression d'une forte demande sociale de la part des paysans.

Le cas breton illustre cette situation. Après avoir identifié des zones de partage égalitaire et des zones avec dévolution préférentielle de l'héritage à l'un des cohéritiers, Nadine Vivier dégage une relation insoupçonnée entre système de transmission des biens et performances agricoles : l'opposition nord/sud qu'elle perçoit, à cet égard, suggère en tout cas une hypothèse qui identifierait le progrès de l'agriculture et l'héritage égal entre tous les héritiers. Malheureusement, cette corrélation est battue en brèche dès qu'elle examine le même phénomène dans le sens est-ouest. Ceci vérifie bien la complexité des liens qui peuvent unir modes de transmission et système productif, aussi bien que la multiplicité des facteurs qui sont ici à l'œuvre.

Dans l'étude de Christian Dessureault sur l'impact du cycle de vie et de la structure des ménages sur le fonctionnement des exploitations agricoles, le marché demeure en arrière-plan comme l'un des facteurs inhérents à la forte différenciation économique constatée entre deux régions : la plaine de Montréal et le pays de Charlevoix. En comparant deux paroisses dotées de caractéristiques agricoles différentes et de systèmes familiaux différents, l'auteur a entrepris de montrer qu'il y avait peu de lien entre mode de transmission et productivité du sol mais un lien très fort en revanche avec la

productivité du travail, notamment en raison des déformations liées aux effets du cycle de vie.

Il faut rappeler que la position relative par rapport à la ville détermine également des effets importants. On se rend compte que non seulement elle commande le volume de la main-d'œuvre domestique sur les exploitations du Québec, mais qu'elle conditionne les structures familiales, la production et le niveau de la productivité du travail. Elle a des effets sur la structure des dots et Sylvie Perrier attire à juste titre notre attention sur le décalage ville-campagne. Elle pointe aussi le comportement singulier de cette zone intermédiaire qui jouxte la ville mais qui se trouve hors de la cité et qui n'est pas encore totalement rurale. Flux des conjoints et flux des dots se croisent autour de Toulouse dans un mouvement complexe dans lequel chaque espace, la ville – la zone péri-urbaine – la campagne détient une fonction spécifique. Dans cette répartition des rôles la structure familiale joue un rôle moteur, tout comme elle déterminait au Québec l'embauche ou non de domestiques sur l'exploitation.

La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est aussi, à l'échelle du monde occidental, une période d'intensification des mouvements migratoires dans les campagnes, dans un contexte d'industrialisation et d'urbanisation. Le présent colloque a également amorcé quelques réflexions sur cette question de l'émigration des ruraux dans un contexte de restructuration économique<sup>2</sup>. Elles forcent notamment à revoir la notion du retard culturel présumé des campagnes victimes de l'exode rural. Dans cette perspective, la revue de la littérature scientifique de Joseph Goy sur les migrations dans les régions alpines fournit de nombreux exemples invalidant cette perspective et l'auteur identifie de nombreuses pistes de recherche permettant de renouveler notre perception des sociétés rurales productrices de migrants. Il rappelle l'importance de ces mouvements de population et de main-d'œuvre qui jouent un rôle central dans les conditions de survie des familles et dans l'équilibre financier des exploitations. Les migrations apportent les ressources complémentaires cruciales c'est-à-dire « le petit ou le gros plus qui peut permettre bien des choses ». Elles ont quelque chose à voir avec la domesticité et avec la proto-industrialisation. Elles préservent les sociétés de montagnes des conséquences dramatiques des crises de subsistances bien repérées en plaine et participent d'une véritable « culture » en même temps qu'elles apportent des ressources complémentaires. Elles vivifient les campagnes, avant de les vider et de les anémier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ailleurs, c'est le coût de la migration qui entraîne le transfert de biens fonciers ou de droits successoraux, comme le souligne Annick Foucrier. Plusieurs membres d'une même famille quittent leur pays et ils vendent une bonne partie de leurs biens pour un rêve californien. L'importance du

---

2. Le troisième colloque de ce programme a mis l'accent sur cette question des migrations. Luigi LORENZETTI, Anne-Lise HEAD-KÖNIG, Joseph GOY (dir.), *Familles et migrations* (à paraître).

patrimoine est cruciale pour financer le voyage, puisqu'il a pour fonction de supporter une hypothèque ou d'être vendu, donc d'apporter les 1 000 francs nécessaires à l'expédition. Ce ne sont donc pas les plus pauvres qui partent puisqu'aussi bien il faut être capable de contribuer financièrement d'une façon ou d'une autre à ce périple. Directement ou avec le soutien de la famille restée au pays. Il n'est donc pas étonnant que les migrants apportent avec eux sur leur lieu d'exil une partie de la dynamique sociale et familiale typique de leur milieu d'origine et restent unis par des liens de solidarité.



Quatre points surgissent avec force de cette rencontre :

- la force de l'idéologie sur notre perception des phénomènes et la méfiance qu'il convient d'entretenir à l'égard de l'invention de la tradition : il n'est pas sûr que les choses existent de toute éternité, contrairement à ce que suggèrent les Leplaysiens ; aussi bien à l'égard des effets de nouveauté, il n'est pas évident que les phénomènes constatés n'aient pas de précédent au cours des époques antérieures ;
- la violence des rapports sociaux et l'importance de la terre dans les comportements (crime dans les Pyrénées, destruction de cadastre dans les Alpes). Ce sont des révélateurs de tensions récurrentes, plus ou moins exprimées, qu'elles soient d'origine sociale ou familiale. Mais ces relations conflictuelles sont contre-balançées par des solidarités qui permettent les migrations géographiques et les dynamiques sociales ;
- l'importance des niveaux d'analyse, des jeux d'échelle selon l'expression maintenant consacrée. Dans les textes de ce recueil on trouvera aussi bien des études de cas que des travaux plus « macro » ;
- le jeu déformant des facteurs multiples. Il n'y a pas de causalité unique mais des inspirations économiques, démographiques, culturelles dont il s'agit de démêler l'écheveau et de hiérarchiser l'importance.

Elle ouvre des perspectives neuves pour l'étude des relations complexes entre les phénomènes. Bien loin de représenter trois pôles étrangers l'un à l'autre, la famille, le marché, les contraintes économiques interagissent perpétuellement les uns sur les autres et ils génèrent ainsi ce que l'on pourrait désigner comme des systèmes en continu mouvement. Par leurs initiatives, leurs stratégies et leurs refus, de transmission, mais aussi de gestion et d'accroissement de leurs exploitations, les familles s'insèrent dans les différents marchés qui se présentent à elles (marchandises, terre, travail et argent), et elles infléchissent négativement ou positivement les mouvements économiques. Réciproquement, les transformations économiques, qu'elles soient d'ordre conjoncturel ou structurel, produites ou non par les conditions du marché, peuvent avoir des effets en retour sur les comportements individuels et familiaux, sur les trajectoires des individus placés à des niveaux particuliers de la structure familiale.